

« Une mobilité digne des années 70 »

PARLEMENT Zoé Genot (Ecolo, opposition) passe le budget régional à la moulinette

- Discret jusqu'ici, Ecolo a choisi les discussions sur le budget pour une sortie « éclairée ».
- Pour sa cheffe de file, les dossiers « verts » ont été mis au placard.

La cheffe de file de l'opposition Ecolo, Zoé Genot, tire un bilan de l'analyse du budget 2015 débattu depuis la semaine dernière dans les différentes commissions. Selon elle, les chiffres traduisent l'abandon d'une série de politiques défendues sous la législature précédente par sa formation.

Quelle est votre analyse du budget 2015 ?

Le ministre Guy Vanhengel (NDLR : Budget, VLD) a manqué de transparence en annonçant, mi-octobre, qu'il allait falloir faire 300 millions d'économie. Les estimations de nos économistes et du bureau du plan montraient pourtant qu'à politique inchangée, la Région bruxelloise est en boni. Chaque année, Vanhengel s'amuse à sous-estimer les recettes : en 2010 de 10 %, en 2011 de 8 %, en 2013 de 13 % et de 11 % en 2014. Il joue le même jeu cette année. Il y a une marge conséquente qu'on peut utiliser à des politiques.

N'est-ce pas une gestion « en bon père de famille » ?

J'appelle ça un manque de transparence. On peut dire, politiquement, que nous sommes dans une année d'incertitude avec le transfert des compétences et qu'il faut garder une réserve, mais, ici, on a un choix politique caché parce qu'on fait le gros doigt à ses collègues en leur demandant de ne pas être gourmands. Curieusement, dans son secteur à lui, on note une augmentation 10 % de son budget pour le contrôle financier et budgétaire...

Le budget consacré à la mobilité a lui aussi augmenté. Une bonne nouvelle ?

Oui, via le refinancement. Mais pour quoi faire ? On a toujours plaidé pour qu'il serve à stabiliser la ville pour que les personnes qui ont des capacités contributives ne partent plus tout en luttant contre la dualisation. Dans les faits, il est entièrement absorbé par les tunnels, métros et routiers. C'est en tout cas ce que Guy Vanhengel a expliqué en commission finances. Je cite : "le refinancement de Bruxelles sera totalement absorbé par la mobilité et le transport en commun. Tous

les investissements qu'il faudra faire pour la mobilité portent à chaque fois sur 500 millions d'euros : tunnel, matériel roulant, station de métro Constitution..." On a un problème : le refinancement n'est pas destiné à créer une ville souterraine. On nous vend une mobilité digne des années 70.

Les piétons, les cyclistes et les utilisateurs des transports en commun ont été oubliés ?

En campagne, le futur ministre Pascal Smet disait en tout cas vouloir leur accorder la part belle. Ce n'est pas là-dessus que sont mis les budgets.

N'est-il pas logique que le coût d'un tunnel soit incomparable avec celui du tracé d'une piste cyclable ?

D'accord, sauf qu'ici l'un semble exclure l'autre. Il y avait des solutions rapides et bon marché, comme l'utilisation des gares bruxelloises existantes. Là-dessus, pas un euro. Les chiffres des lignes budgétaires montrent qu'on ne partage pas l'espace public mais qu'on prévoit de creuser des tunnels pour le métro. D'accord pour le métro nord, parce que l'espace est saturé, mais l'extension vers le sud (NDLR : sous la place de la Constitution, près de la gare du Midi, un projet évalué à 100 millions d'euros) n'a pas de sens en raison du coût et parce qu'elle va entraîner des ruptures de charges. Quant aux cyclistes, on

ne voit pas, dans le budget, où sont les projets qui évoquent la

création de pistes cyclables sécurisées. Pour en revenir aux tunnels, rien que pour les entretenir, on est devant des sommes fara-mineuses. On parle de 30 millions rien que pour l'entretien et la consolidation de ceux de la porte de Hal et du boulevard Léopold II.

Quelle est l'alternative ? On ne peut pas les laisser décrépir

En tout cas, ne pas en creuser de nouveau, comme celui sous la place Meiser.

C'était décidé sous la législation précédente.

Oui, mais entre-temps, on a décidé de supprimer le viaduc Herrmann-Debroux. Et donc on va réduire le flux. On sait que cela va coûter très cher (NDLR : 224 millions d'euros pour le tunnel combiné routier et tram) à la construction et à l'entretien.

N'y a-t-il pas une demande du public pour ce genre d'infrastructures : tunnel, métro... ?

Le public, en tout cas celui que je fréquente, aime le métro, quand il se justifie. Mais si on lui explique qu'il a le choix entre quatre nouvelles stations de métro dans 15 ans ou faire rapidement 25 stations de trams en site propre, comme cela se fait dans d'autres pays, je pense qu'il préférera la deuxième solution. Cela n'augure pas une baisse du taux de motorisation des ménages. Rien n'est fait pour leur éviter l'achat d'une voiture et la pollution. Même chose pour l'élargissement du ring. Le gouvernement bruxellois, maintenant que les Ecolos n'y sont plus, a accepté cet élargissement en échange du stade. Quel recul !

Où le départ d'Ecolo de la majorité se marque-t-il le plus ?

Dans le dossier de l'énergie. De tous les budgets régionaux, seul celui de l'énergie diminue et nettement : moins 55 %. Un exemple : Bruxelles-Environnement va voir passer son budget « énergie, air, climat et bâtiment durable » de près de 23

millions d'euros à 10 millions

Certains rétorqueront que c'est une politique gadget.

Gadget ? Ces politiques ont conduit à réduire de 25 % nos consommations d'énergie au cours de ces 10 dernières années, à créer des dizaines d'hectares de parcs et des centaines d'emplois infra-qualifiés.

On a « nettoyé » la trace du passage d'Ecolo ?

Ça y ressemble. On a raboté les moyens alloués au Réseau Habitat (NDLR : dix associations bruxelloises actives dans la rénovation urbaine et le soutien à la participation des habitants à la revitalisation de leur quartier) et aux maisons de l'énergie (des antennes accueillant locataires et propriétaires pour les aider à réduire leurs factures d'énergie). Ce que nous déplorons également, c'est la suppression pure et simple

d'allocations budgétaires relatives à l'associatif en matière énergétique. Tout ça donne l'impression que, pour cette nouvelle majorité, la transition énergétique, la ville durable, l'économie verte ou simplement la qualité de vie ne sont que des marottes d'écologistes obtus. L'environnement n'est plus que subordonné aux impératifs économiques et sociaux. ■

**Propos recueillis par
FABRICE VOOGT**